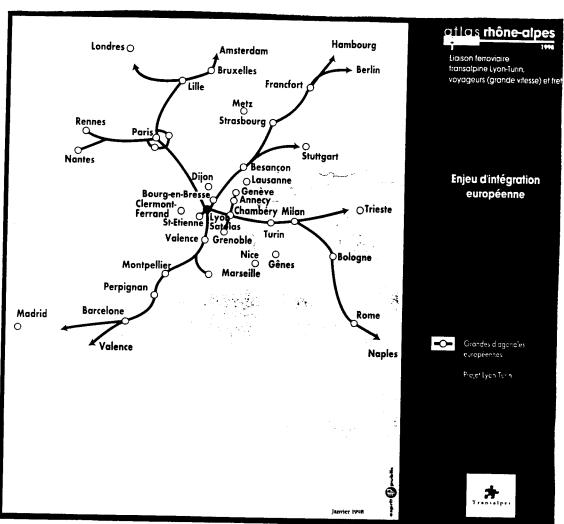
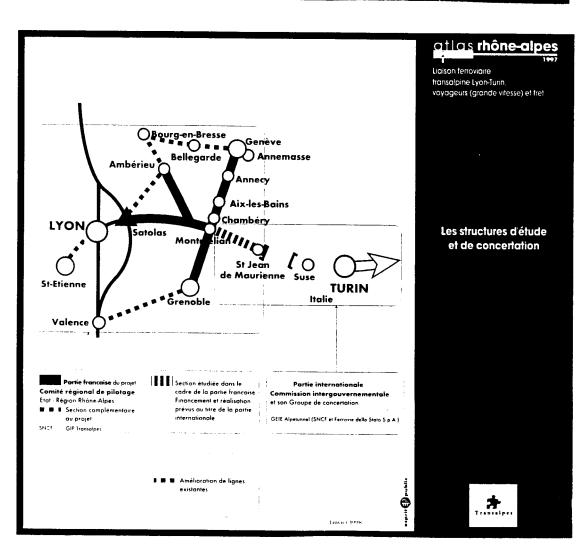
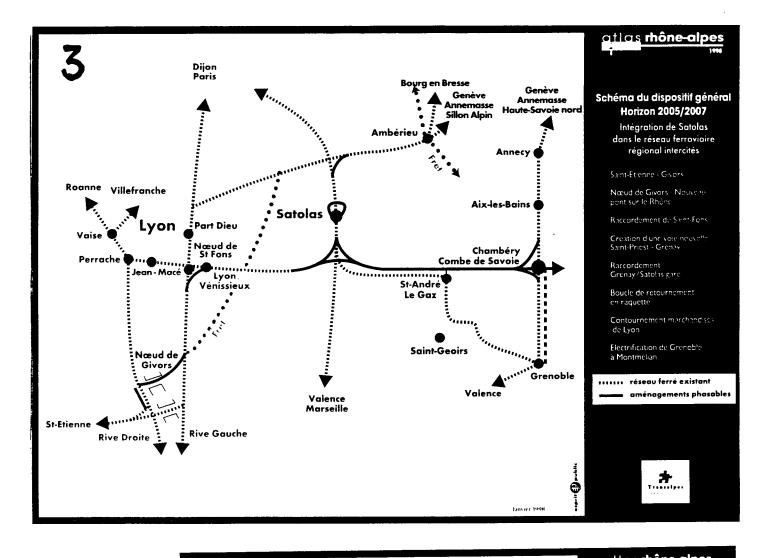
 Réactivité des financiers régionaux j	gionaux par rapport au projet de liaison ferroviaire Lyon-Turir	

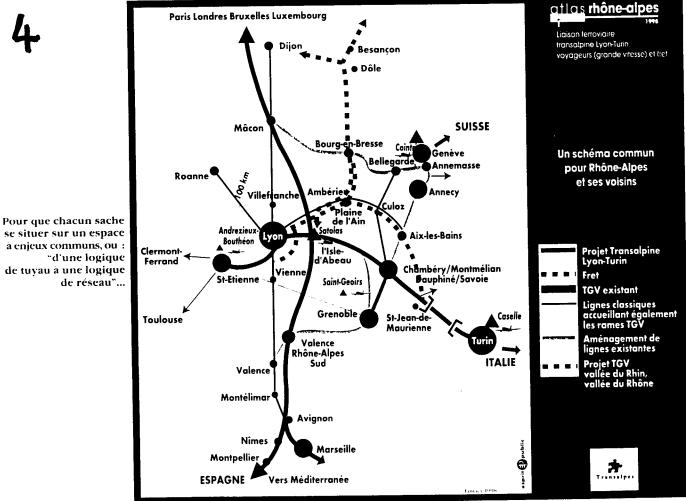
3 - DOCUMENTS DE PRESENTATION DU PROJET UTILISES LORS DES ENTRETIENS

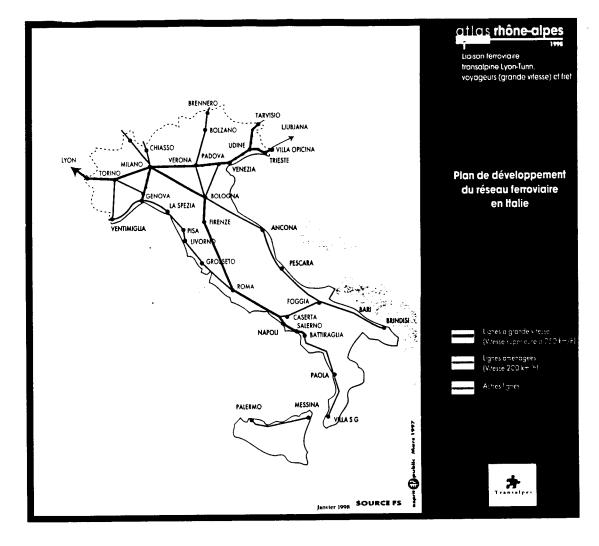
·Le Maillon manquantentre Rhône-Alpes et Piémont.
Parmi les 14 projets du programme d'initiative européenne de croissance. deux seulement sont bi-nationaux :
3arcelone-Perpignan et Lyon-Turin ;
l'Europe va changer de visage.

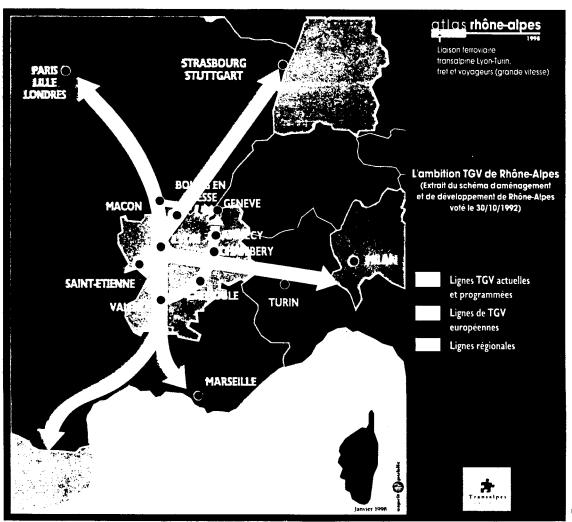




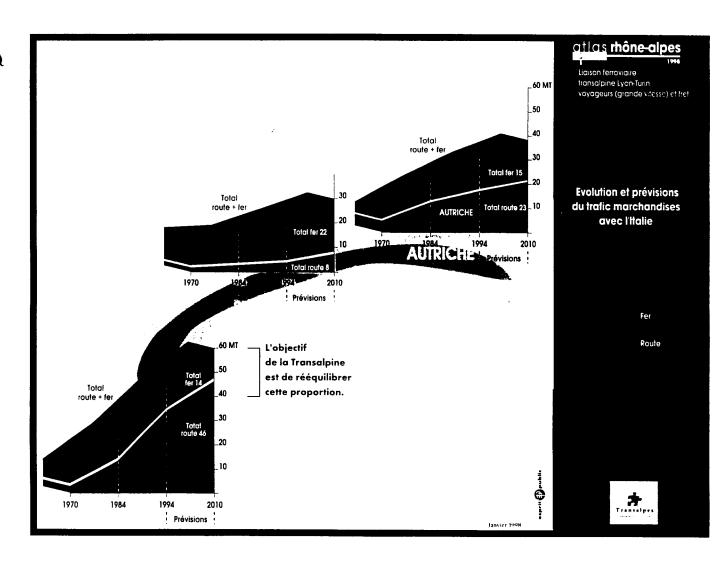




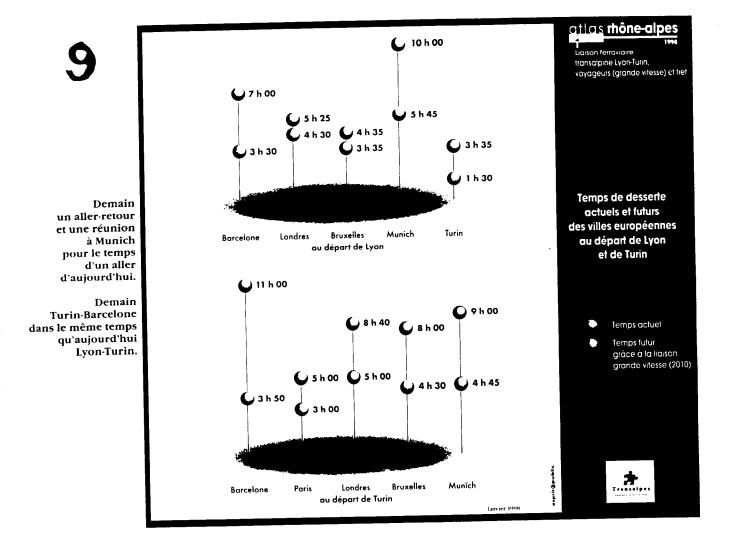


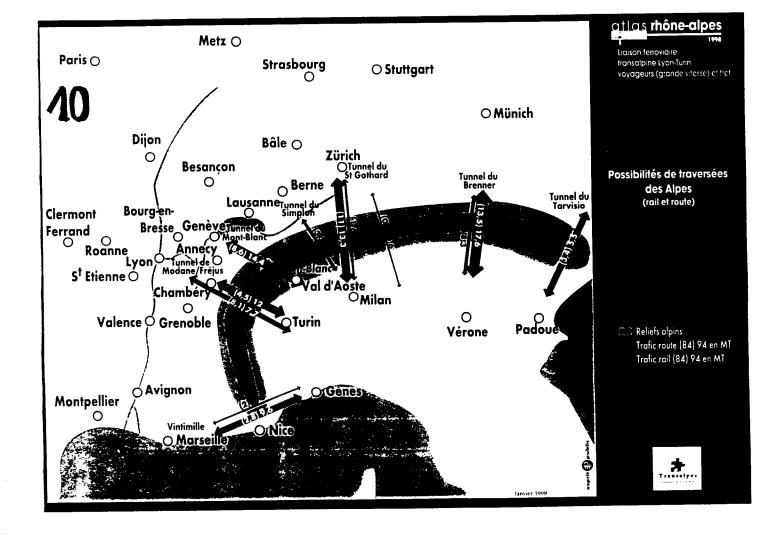


- · liaison européenne indispensable
- rééquilibrage de l'équipement en transports entre Europe du Nord et du Sud
- outil de développement régional
- moyen d'amélioration des liaisons France-Italie
- projet plus politique que économique
- développement du réseau TGV national
- une certaine utopie



8





Section TGV	Temps gagné	Investissements
- Satolas - Combe de Savoie:	30 minutes	12 Milliards de FF
- Montmélian - St Jean de Maurienne:	20 minutes	8 Milliards de FF
- Tunnel international:	50 minutes	30 Milliards de FF
Autres options:		
- Sillon Alpin Nord (Annecy,Genève):	30 minutes	8 Milliards de FF
- Jonction Grenoble :		3 Milliards de FF
- Aménagements pour le fret:		9 Milliards de FF
TOTAL:		70 Milliards de FF

-12-

Comparaison des coûts...

- TGV Atlantique 34 MF / Km
 - TGV Méditerranée 69 MF/ Km
 - Liaison TGV Lyon-Turin estimation :
 200 à 300 MF/ Km
 - Investissement global pour le projet
 Transalpes, estimation actuelle, environ :
 70 Milliards de Francs 1998

(TGV Est = 27 Milliards de Francs)

.43.

Les financements publics sont justifiés par ?

- l'absence de perspectives réelles de rentabilité;
- les risques élevés et les nombreux aléas ;
- les enjeux stratégiques européens;
- la contribution à la protection de l'environnement ;
- les retombées pour le développement économique.

14.

Pour mobiliser des capitaux privés, l'intervention des pouvoirs publics serait déterminante par :

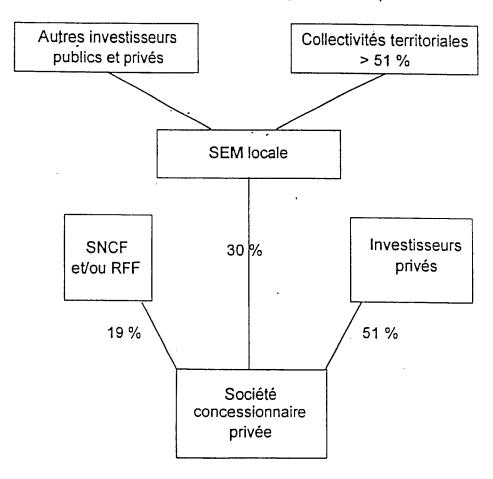
- des subventions d'investissement importantes ?
- des subventions à l'exploitation future de l'ouvrage pour en assurer l'équilibre ?
- une garantie publique aux créanciers prêteurs ?
- une formule de partage des profits ou des recettes avec des actionnaires ou des quasi-actionnaires ?

-15-

Risques liés au projet...

- dérive des coûts des travaux
- délais de réalisation
- remises en cause par les pouvoirs publics
- évolution des taux à long terme
- optimisme des prévisions de trafic
- concurrence d'autres moyens de transports

Société concessionnaire majoritairement privée



Société concessionnaire majoritairement publique

